



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR SUD DIRECTION DE L'IMMOBILIER**

**PRESTATIONS DE MAINTENANCE DES STANDS DE TIR DU RESSORT DU SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTERE DE
L'INTERIEUR DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD ET DES REGIONS DE GENDARMERIE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR ET
LANGUEDOC-ROUSSILLON**

Lot 08 - Test de Qualité de l'air

Dossier N°2025.01
Etabli le 25 mars 2025

Maître d'Ouvrage



SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR SUD
Direction de l'immobilier

SOMMAIRE

1-	SPECIFICATIONS GENERALES.....	4
1.1	CONDITIONS DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	8
1.1.1	Connaissance du dossier.....	8
1.1.2	Conditions de remise des offres.....	9
1.1.3	Cas des variantes.....	10
1.2	CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	10
1.2.1	Qualification de l'entreprise.....	10
1.2.2	Sous-Traitance.....	11
1.2.3	Conformité aux normes.....	11
1.2.4	Consistance des travaux.....	12
1.2.5	Délais d'exécution.....	13
1.2.6	Pièces à fournir.....	13
1.2.7	Période de prise en charge.....	15
1.2.8	Condition d'accès.....	15
1.2.9	Organisation sur site.....	16
1.2.10	Contrôle sanitaire des intervenants.....	19
2-	Description succincte des prestations.....	20
3-	DTU, normes et règlements.....	21
4-	Documents à transmettre.....	22
4.1	Prix du marché (prix unitaires).....	22
4.2	Pièces à fournir.....	22
4.3	En fin d'intervention.....	22
4.4	Obligation de résultat.....	23
4.5	Etudes techniques - Plans d'exécution - Plans de réservation.....	23
4.6	Dossier d'exécution.....	23
4.7	Plans de réservation.....	23

4.8	Contrôles.....	23
5-	Spécifications techniques générales.....	24
5.1	Limites de prestations.....	24
5.1.1	Travaux compris dans la proposition.....	24
5.1.2	Travaux non compris dans la proposition.....	24
6-	Description des prestations à réaliser.....	25

1- SPECIFICATIONS GENERALES

Le présent cahier des clauses techniques particulières fixe l'ensemble des prestations à la charge du titulaire du présent marché, ainsi que les conditions d'exécution de sa prestation concernant l'opération suivante :

- **L'exécution des prestations de maintenance des stands de tir dans les services du ressort du Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI) de la zone de défense et de sécurité Sud et dans les services des Régions de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte-D'azur et Languedoc-Roussillon.**

Lot 08 - Test de qualité de l'air.

Les titulaires interviendront à la suite de la demande par les services gestionnaires suivants ou suivant planification annuelle de l'AMO:

- Direction interdépartementale de la Police Nationale Alpes-Maritimes (DIPN-06) ;
- Direction interdépartementale de la Police Nationale de l'Aude (DIPN-11) ;
- Direction interdépartementale de la Police Nationale des Bouches-du-Rhône (DIPN -13) ;
- Direction interdépartementale de la Police Nationale du Gard (DIPN -30) ;
- Direction interdépartementale de la Police Nationale de Haute-Garonne (DIPN-31) ;
- Direction interdépartementale de la Police Nationale de l'Hérault (DIPN -34) ;
- Direction interdépartementale de la Police Nationale des Pyrénées-Orientales (DIPN-66) ;
- Direction interdépartementale de la Police Nationale du Var (DIPN -83) ;
- Direction interdépartementale de la Police Nationale du Vaucluse (DIPN -84) ;
- Direction zonale de la Police Nationale (DZPN Sud) ;
- Direction zonale des compagnies républicaines de sécurité (DZCRS) ;
- Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI-Sud) ;
- Région de gendarmerie PACA ;
- Région de gendarmerie de l'Occitanie ;

L'entrepreneur se doit d'obtenir, lors de son étude d'appel d'offre, tous les renseignements pour avoir une connaissance parfaite des lieux et de la nature et composition des travaux à réaliser, et de **prendre connaissance de l'ensemble des diagnostics**.

En tout état de cause, l'entrepreneur est réputé connaître les lieux et avoir pris connaissance des conditions d'accès, de l'état des voies de desserte, des possibilités de stationnement, etc.

Il reste bien entendu qu'en aucun cas, le prix unitaire ne pourra être augmenté sous prétexte que les renseignements dont il s'est muni sont incomplets puisqu'il se doit d'obtenir tous les renseignements lui étant nécessaires.

De ce fait, il demeure convenu que moyennant le prix du forfait indiqué dans la soumission et servant de base au marché, l'entreprise doit l'intégralité des prestations nécessaires au complet et parfait achèvement de sa prestation conformément aux prescriptions et règlements en vigueur au jour de la soumission, dans les délais fixés au marché.

Aucune plus-value due à un défaut de connaissance des lieux ne sera notamment acceptée.

L'ensemble des prestations décrites dans le présent CCTP et les différents documents du dossier de consultation est donc dû par l'entreprise retenue.

DEFINITION DES SITES

Sites	Gestion
Nice-est-Ariane (06)	CRS
Nice-Ouest-Les-Moulins (06)	SP-06
Antibes (06)	DCRFPN/CNT
Cannes (06)	SP-06
Digne-les-Bains (04)	GN
Marseille Saint Marthe N°1 (13)	AZF-13
Marseille Saint Marthe N°2 (13)	AZF-13
Marseille GM (13)	GN
Marseille Gaine de tir (13)	SGAMI/DLOG
Marseille PTS (13)	PTS
Aix-en-Provence (13)	SP-13
Commissariat 13/14 (13)	SP-13
Istres (13)	SP-13
Draguignan (83)	SP-83
Toulon (83)	SP-83
Fréjus (83)	SP-83
Avignon (84)	SP-84
Nimes HP (30)	SP-30
Ales (30)	SP-30
Nimes ENP SdT N°1 (30)	AFZ-30

Nîmes ENP SdT N°2 (30)	AZF-30
Nîmes ENP SdT N°3 (30)	AZF-30
Nîmes ENP SdT N°4 (30)	AZF-30
Nîmes ENP SdT N°5 (30)	AZF-30
Nîmes ENP SdT N°6 (30)	DZRF-sud
Montpellier (34)	SP-34
Lodève (34)	GN
Sète (34)	PAF
Toulouse ENP (31)	CRF-31
Toulouse HP (31)	SP-31
Toulouse Gaine de tir (31)	PTS
Toulouse Gaine de tir (31)	SGAMI/DLOG
Auch (32)	GN
Carcassonne (11)	SP-11
Perpignan (66)	SP-66
Ajaccio (2A)	DZRF Sud / CRF 20 Ajaccio
Furiani (2B)	SP-2B

37 stands de tir situés sur 3 secteurs administratifs (SLI) de la zone de défense et de sécurité Sud :

N° et désignation des lots

Le présent marché fait l'objet d'une décomposition en lots comme suit :

Le présent marché fait l'objet d'une décomposition en 3 types de prestations comme suit :

Lot 01-02-03 Entretien & Maintenance des buttes de tir & dépollution du stand de tir, et remplacement des rideaux balistiques anti-retour.

1 fois par an pour le piège à balles minimum.

Tous les 20.000 coups pour les rideaux anti-retours par couloir de tir.

Dépollution, nettoyage, évacuation et traitement des déchets de plomb

Niveau 1 : suivant type de butte de tir (Petite visite)

Niveau 2 : suivant type de butte de tir (Grande visite)

Lot 04 Entretien & Maintenance des buttes de tir caoutchouc et remplacement des rideaux balistiques anti-retour

1 fois par an pour le piège à balles.

Lot 05-06-07

Entretien & maintenance de la centrale de traitement d'air (CTA) & remplacement des filtres ainsi que travaux d'entretiens liés à la filtration.

1 fois par an minimum.

Lot 08 – Analyse & Prélèvement des taux de pollution au sein des infrastructures de tir – test de la qualité de l'air.

Attentes fluides :

Eau : suivant diagnostic joint.

Electricité : suivant diagnostic joint.

1.1 CONDITIONS DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

1.1.1 Connaissance du dossier

Toute information figurant sur l'un des documents s'applique à l'ensemble de la prestation correspondant, que cette information soit reprise ou non dans les autres documents.

L'entrepreneur doit examiner tous les documents relatifs à la prestation à réaliser et doit se renseigner parfaitement sur leurs conditions d'exécution.

Toutes prestations, fournitures, accessoires, moyens à mettre en œuvre et sujétions non mentionnés dans le présent CCTP mais nécessaires au parfait et complet achèvement de la prestation, doivent être prévues par l'entreprise. Aucune incompréhension ou imprécision quant à l'étendue, ne pourront être prétendues par l'entreprise.

En outre l'Entrepreneur déclare :

- Avoir pris connaissance des lieux et des conditions d'accès ;
- Avoir pris connaissance de l'ensemble des documents ;
- Avoir prévu tous les travaux indispensables au complet et parfait achèvement de sa prestation.

En tout état de cause, l'entrepreneur est réputé connaître les lieux et avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des prestations, des conditions générales et locales, avoir une connaissance complète des sujétions induites et consécutives à l'exécution de sa prestation.

La remise de l'offre implique l'accord du soumissionnaire sur toutes les directives, conditions et points particuliers de la prestation. Seules les dérogations par ordre signé du Maître d'Ouvrage peuvent être apportées au présent CCTP.

En cas d'incompréhension, l'entreprise questionnera l'assistant de la maîtrise d'ouvrage durant la consultation. Elle ne pourra prétendre à aucune augmentation du prix global sous prétexte d'omission, imprécision ou interprétation erronée qui n'auraient pas été signalées à l'assistant de maîtrise d'ouvrage par écrit avant le dépôt des soumissions.

1.1.2 Conditions de remise des offres

Les conditions de remises des offres sont dictées par le règlement de consultation.

Toutes les interventions effectuées par l'Entrepreneur seront garanties conformes aux règles de l'art, codifiées par les documents prévus au C.C.A.G FSC et au C.C.T.G applicable aux marchés Publics.

Les indications portées sur les descriptifs et décompositions des prix se complètent.

Le prix soumissionné comprend implicitement tous les prestations nécessaires ou simplement utiles au parfait et complet de son achèvement.

Le fait pour l'Entrepreneur d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par l'assistant de maîtrise d'ouvrage ne peut atténuer en quoi que ce soit, sa pleine et entière responsabilité s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de la soumission.

Les travaux supplémentaires qui pourraient être demandés par le Maître de l'Ouvrage ou qui pourraient s'avérer nécessaires en cours d'exécution, devront obligatoirement faire l'objet d'un ordre de service et d'un attachement avant réalisation.

Indépendamment des obligations définies au CCAP, l'entrepreneur devra tous les frais qui résulteront de l'exécution de sa prestation (implantations, protections, fournitures, transports, coltinages, livraisons, manutentions, moyens d'accès, moyens de protection, matériels, réalisations et mises en œuvre, poses, fixations, essais, raccordements, mise en service, autocontrôles, finitions, nettoyages, etc.).

1.1.3 Cas des variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre du présent marché.

1.2 CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX

L'entreprise devra mettre en œuvre tous les moyens matériels et le personnel suffisant pour respecter les délais d'exécution et de réalisation de sa prestation.

Elle devra surveiller personnellement les travaux de façon suivie et maintenir en permanence sur le site un responsable habilité à recevoir tous les ordres de service ou instructions provenant de la Maîtrise d'Ouvrage.

L'entreprise doit prévoir tous les moyens, prestations, fournitures et sujétions nécessaires pour ses interventions en ce qui concerne les moyens d'accès, de levage, la protection des installations et ouvrages, l'installation et le maintien des dispositifs ayant trait à la sécurité (public, personnel et travailleurs), le parfait achèvement (finition), le nettoyage, etc.

1.2.1 Qualification de l'entreprise

Le contrôle annuel, objet du présent lot, doit être réalisé par une entreprise ayant une accréditation de type COFRAC ou équivalent. Les prélèvements et les mesures doivent être réalisés selon les normes en vigueur.

Si des travaux relevant d'une qualification particulière, que ne possède pas l'entreprise titulaire du présent lot, devaient être exécutés dans le cadre du marché, le maître d'ouvrage pourra exiger de l'entreprise qu'elle sous-traite ces prestations à une entreprise possédant cette qualification sans aucun supplément de prix, ni de délai.

L'Entrepreneur garde la responsabilité de l'ensemble de l'intervention dans le cas où la prestation serait sous-traitée. Il prendra à sa charge les modifications qui pourraient en résulter.

Ce sous-traitant devra recevoir l'agrément du maître d'ouvrage.

1.2.2 Sous-Traitance

L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

La demande d'agrément de sous-traitant mentionnera :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel de chaque sous-traité.

L'entreprise devra transmettre sa demande d'agrément de sous-traitant au moins 21 (vingt et un) jours avant l'intervention du sous-traitant.

Toute entreprise sous-traitante n'ayant pas fait l'objet d'un agrément de la part de la Maîtrise d'Ouvrage expose le titulaire du Lot à l'application des mesures coercitives prévues au CCAG.

1.2.3 Conformité aux normes

Les entreprises devront respecter les différentes réglementations applicables à ce type d'établissement :

<u>Classement de l'établissement :</u>
Code du travail

Les ouvrages seront exécutés en conformité avec les normes et règlements techniques en vigueur à la date précisée au C.C.A.G et, en particulier, avec les textes ci-après (*liste non exhaustive*) :

NORMES ET RÈGLES TECHNIQUES

- Règles de calcul, Eurocodes et ses Annexes Nationales, Normes française (NF) et documents techniques unifiés (D.T.U) et notamment ceux réunis dans le R.E.E.F.;
- Cahiers du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment. (C.S.T.B.) ;
- Avis techniques favorables du C.S.T.B. pour les matériaux non traditionnels, en cours de validité ;
- Normes françaises de l'U.T.E. ;
- ...

TEXTES LÉGISLATIFS

- Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie ;
- Code du travail ;
- Décret du 07 mars 2008 modifiant le Code du Travail ;
- Règlement sanitaire départemental ;
- ...

RÈGLES PROFESSIONNELLES ÉDICTÉES PAR LES CHAMBRES SYNDICALES

- L'ensemble des règles en vigueur au moment de la signature du marché

Nota : De plus, tous les règlements internes et propres aux sites, que cela concerne les mesures de sûreté ou tout autre domaine, devront être respectés en tout point par les entreprises.

1.2.4 Consistance des travaux

L'exécution des travaux comprendra, sans que cette liste soit exhaustive :

- La réalisation et fourniture des documents nécessaire à la réalisation de la prestation ;
- La fourniture des matériaux et matériels ;
- Le transport à pied d'œuvre ;
- Le stockage ;
- La mise en œuvre ;
- Les dispositifs de protection et tous les dispositifs de sécurité ;
- L'approvisionnement de tous les matériels nécessaires ;
- L'exécution par tous moyens ;
- Le nettoyage de la zone en fin d'intervention ;
- Toutes sujétions, frais et prestations nécessaires au complet et parfait achèvement de la prestation du présent lot.

D'une façon générale et dans les limites fixées par les prestations, tous les prix devront comporter, sans aucune réserve, la fourniture ainsi que l'exécution de toutes les prestations accessoires nécessaires à assurer la parfaite réalisation des prestations demandées, en respectant les règles de l'art, les règles de sécurité, les réglementations diverses et les préconisations des différents organismes.

Il ne sera pas accepté de plus-value provenant d'omissions ou de manque de la part de l'entrepreneur, celui-ci étant tenu, tant au cours de l'étude de prix qu'à l'exécution de sa prestation :

- De prendre en compte les travaux complémentaires ou de liaison qui lui sont nécessaires pour parfaire ses prestations et qui ne sont pas explicitement mentionnés au présent descriptif ;
- De s'assurer de l'exactitude des prescriptions qui lui seront remis et de signaler en temps utile à l'AMO les erreurs ou omissions éventuelles. Les cadres DPGF ne sont notamment donnés qu'à titre indicatif à l'entrepreneur.

1.2.5 Délais d'exécution

- Annuel programmé par l'AMO sur la base d'un planning prédéfini dans le mois suivant l'OS de démarrage.

1.2.6 Pièces à fournir

AVANT-TRAVAUX

La liste ci-dessous, non exhaustive, précise les différents types de documents devant être diffusés par l'entreprise pendant la phase avant démarrage de sa prestation, ces documents seront notamment remis à l'AMO et au Maître d'Ouvrage (*format papier à prévoir + diffusion en version informatique*) :

- Méthodologie d'intervention, durée des tâches ;
- Description des procédures d'intervention ;
- Planning des travaux précisant les effectifs par « phase » et nom des responsables ;
- ...

EN FIN DE CHAQUE INTERVENTION

En fin d'intervention, l'entrepreneur devra fournir les documents suivants (*voir procédure d'envoi des documents*) :

- Fournir certificat de la valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) par stand de tir à l'AMO et au maître d'ouvrage.
- **Signalisation de défaut de fonctionnement ou de l'équipement à l'AMO et suivant la gravité au responsable du site (téléphone ou courriel).**
- A la fin de chaque opération, le titulaire adressera un rapport d'intervention au maître d'ouvrage :

POUR LA POLICE	POUR LA GENDARMERIE
SGAMI SUD Direction de l'Immobilier / CAHOST 299 Chemin de Sainte Marthe 13014 MARSEILLE	BIS RG PACA 162 AVENUE DE LA TIMONE CS 90086 13387 MARSEILLE CEDEX 10

PROCÉDURE D'ENVOI DE DOCUMENTS

La transmission des documents se fera à la fois sous format informatique.

La totalité des documents sera envoyée à l'assistant de maîtrise d'ouvrage.

L'ensemble des documents devra être fourni impérativement dans le mois de prise en charge du marché de maintenance afin de permettre la prise en compte des observations éventuellement formulées par les différents intervenants sans retarder le démarrage des interventions de maintenances dans la phase de prise en charge et dans la semaine après intervention pour la phase de réalisation de la mission.

La diffusion des documents sera réalisée comme précisé ci-dessous :

- AMO : 1 envoi en format informatique (format « pdf ») ;
- Maître d'Ouvrage : une copie du bordereau d'envoi ;

Chaque envoi sera accompagné d'un bordereau à l'attention du Maître d'ouvrage. Celui-ci précisera notamment :

- Le nom de l'entreprise émettrice ;
- Les personnes destinataires des documents ;
- La date de remise ou d'envoi ;
- Le format de l'envoi ;
- La localisation du site lié.

1.2.7 Période de prise en charge

L'entreprise pourra signaler les changements qu'elle souhaiterait voir apporter dans la mesure où ces modifications ne concernent que des ajustements de détails jugés nécessaires pour une définition totale et unitaire du marché.

L'entreprise devra impérativement fournir l'intégralité des documents demandés pendant le mois de prise en charge.

Elle mettra en œuvre tous les moyens nécessaires afin de respecter ce délai.

1.2.8 Condition d'accès

Les accès des sites étant réglementés, les agents du titulaire doivent être munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie qu'ils remettent en cas de réquisition du personnel en faction. La pièce d'identité est conservée jusqu'à la sortie de l'enceinte des locaux de l'unité.

Selon le cas, le personnel chargé de la prestation est accompagné pendant l'exécution de celle-ci. En toute hypothèse, il n'est pas autorisé à se déplacer dans les locaux de l'unité sauf pour rejoindre le lieu concerné par sa présence. Ces prescriptions s'appliquent sous réserves de mesures particulières qui pourraient être édictées en fonction de circonstances exceptionnelles ou de règlements de sécurité spécifiques à chaque unité, dont le titulaire du marché doit prendre connaissance.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996 pris en application des articles R4515-1 à R4515-11 du code du travail, le titulaire est tenu d'obéir aux règles de sécurité en vigueur dans les enceintes de la gendarmerie ou service de police. En conséquence, chaque représentant technique de la personne publique remettra au titulaire, un protocole de chargement et déchargement le jour de la notification du présent marché.

Aucun intervenant ne sera autorisé sur site sans avoir préalablement fourni sa pièce d'identité et la carte grise de son véhicule

1.2.9 Organisation sur site

PERSONNE PHYSIQUE DÉSIGNÉE REPRÉSENTANT L'ENTREPRENEUR

Dès notification du marché, chaque Entrepreneur désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de la personne responsable du marché et de l'AMO pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Cette personne, des relations avec l'AMO et le Maître d'ouvrage, doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

L'Entrepreneur ou son représentant se rendra sur chaque site ou au SGAMI SUD (site de Marseille) toutes les fois que sa présence sera requise.

HORAIRES DE TRAVAIL ET ZONES D'INTERVENTION

Les horaires de travail fixés par l'AMO devront être pris en compte et impérativement respectés.

IDENTIFICATION DES ENTREPRISES

Chaque entreprise devra fournir à ses employés une tenue permettant de les identifier (vêtements marqués au nom de l'entreprise, badges, etc.).

COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

Toutes les mesures nécessaires seront mises en œuvre par l'entreprise afin d'assurer la sécurité des usagers et de leur assurer un minimum de désagréments. L'entreprise rappellera notamment à l'ensemble de son personnel et des intervenants sur site les principes généraux de civisme et de responsabilité (interdiction de fumer dans l'enceinte de l'établissement, ...).

Les dispositions mentionnées l'AMO, le Maître d'Ouvrage et le service de sécurité devront être respectées dans leur intégralité. Ses directives devront donc impérativement être incluses dans les prix unitaires.

L'entreprise devra prendre, sous son entière responsabilité, toutes les dispositions nécessaires en ce qui concerne les mesures de sécurité à mettre en œuvre, notamment les dispositifs de sécurité et moyens de protection adaptés afin d'assurer la sécurité de son personnel et de toutes les personnes susceptibles d'être présentes à proximité des interventions : public, personnel de l'établissement, travailleurs, etc.

Une signalétique et un balisage adaptés devront être prévus par l'entreprise.

De même, tous les moyens d'accès aux interventions ainsi que les dispositifs de sécurité associés sont dus par l'entreprise, et devront être en accord avec la réglementation en vigueur et validés par le référent sécurité du site

L'attention de l'entreprise est attirée également sur la nature et l'exploitation de l'établissement.

Les règles relatives à la sûreté sur le site devront être respectées scrupuleusement. Aucun écart ne sera toléré.

Ainsi, le Maître d'Ouvrage et l'exploitant devront être tenu informé par l'entreprise avant toute intervention pouvant avoir une incidence sur le fonctionnement des installations et donc sur l'exploitation de l'établissement. L'entreprise ne pourra effectuer ces interventions qu'après accord de ce dernier.

Il appartiendra également à l'entreprise de mettre en œuvre lors de de ses interventions tous les moyens nécessaires pour assurer la protection des ouvrages.

La sécurité pendant les interventions, sera à la charge de l'entreprise, qui sera seule tenue pour responsable de la protection et de la tenue de leurs ouvrages et matériels.

L'entreprise devra prévoir et inclure dans son offre, le coût des dispositions nécessaires au respect de la législation en vigueur en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs. L'entrepreneur est réputé connaître ses obligations et les respecter dans leur intégralité.

L'entrepreneur est seul responsable de l'organisation de son intervention, des travaux et des prestations le concernant. Il est réputé connaître l'ensemble des dispositions réglementaires, lois, décrets, ordonnances de police, règlements de travail, qu'il est tenu d'observer. Il devra le règlement financier des éventuelles contraventions observées à la Préfecture de police en cas de non-respect des règlements en vigueur.

INSTALLATION DE CHANTIER

L'entreprise devra le tri et l'évacuation de ses déchets, dans une décharge contrôlée.

Les travaux sont, de manière générale, exécutés de telle manière qu'ils ne représentent jamais une entrave ou un risque pour **la libre circulation** des véhicules ou des piétons, sur les voies privées et publiques.

LIVRAISONS

L'entrepreneur devra respecter le plan général de circulation sur le site validé par l'exploitant.

HYGIÈNE ET NETTOYAGE DU CHANTIER

L'entreprise sera tenue de conserver un site propre (intérieur et extérieur), autant pendant la durée de son intervention que lors de l'achèvement de ceux-ci.

En cas de non-respect de cette clause, une entreprise de nettoyage interviendra sur simple demande de la maîtrise d'ouvrage suivant avis de l'exploitant (et suivant photos jointes par l'exploitant après intervention de l'entreprise), aux frais et risques de l'entreprise.

L'entrepreneur, après chaque intervention en un lieu donné, laissera l'emplacement propre et libre de tous déchets. Tout manquement à cette règle exposera l'entrepreneur à des sanctions financières.

GESTION DES DÉCHETS

L'entrepreneur devra le tri et l'évacuation quotidienne de ses déchets.

TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES

Aucun travail ne pourra donner lieu à un supplément, s'il n'a pas au préalable fait l'objet d'une lettre de commande ou d'un ordre de service du maître d'ouvrage.

LIMITES DE PRESTATIONS

L'entreprise devra l'ensemble des prestations nécessaires à l'exécution de sa prestation.

1.2.10 Contrôle sanitaire des intervenants

- **La valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP)** contraignante dans l'air des lieux de travail est établie en France pour le plomb métallique et ses composés est de 0.1 mg/m³ (en Pb) en valeur moyenne sur huit heures (article R4412-149 du code du travail).
- **La valeur limite biologique**, qui est la valeur limite contraignante de la plombémie (concentration de plomb dans le sang total) des travailleurs exposés au plomb ou à ses composés est établie en France et ne doit pas être dépassée : 400µg/litre de sang pour les hommes et 300µg/litre de sang pour les femmes (article R4412-152 du code du travail).
- Sur le plan technique
 - Informer le personnel des dangers présentés par le plomb et lui dispenser une formation portant sur la réglementation, les moyens de prévention et les précautions élémentaires d'hygiène à respecter.
 - Limiter le nombre de personnes susceptibles d'être exposées au plomb en accord avec les contraintes organisationnelles de l'activité.
 - Evaluer le risque d'exposition au plomb et à d'autres substances, en prenant les caractéristiques physiques et matérielles avec la médecine du travail.
 - Empêcher l'absorption de plomb par inhalation des poussières et fumée et par ingestion (ventilation de la zone, interdiction de manger et de boire avant la douche et en tenu de travail, EPI).
 - **Contrôle annuel du VLEP contraignante du plomb. (A la charge de la maîtrise d'ouvrage).**
- Sur le plan médical

- Examen clinique et biologique appropriés afin de vérifier l'absence de contre-indication. (Exemple : interdiction de faire faire une intervention par une femme enceinte et d'éviter au maximum la présence de femme en âge de procréer pour ce travail).
- **Surveillance particulière doit être assurée pour les intervenants sur site, cette surveillance en étroite relation avec la médecine du travail, est à la charge de l'entreprise adjudicataire du lot. Le responsable de l'entreprise devra fournir une attestation sur l'honneur tous les trois mois indiquant que le seuil de la valeur limite biologique de son personnel est conforme à la norme (Attestation individuelle et nominative).**

2- Description succincte des prestations

Les prestations à la charge du présent lot comprennent la fourniture et la mise en œuvre de tous les matériaux, matériels et produits et toutes prestations et fournitures accessoires pour réaliser tous les travaux relatifs à (liste non exhaustive) :

- Test de qualité de l'air.
- ...

3- DTU, normes et règlements

Règles professionnelles

- L'entrepreneur devra respecter, pour les ouvrages concernés, les "Règles professionnelles" acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits).
- En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, mettre en œuvre des ouvrages qui ne seraient pas couverts par ses assureurs.

Réglementations concernant les matériaux et produits

- Pour toutes les fournitures entrant dans les prestations du marché, faisant l'objet d'une " Marque NF ", d'un " Label " ou d'une " Certification ", l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.
- Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

Prévention du risque électrique

- Les prescriptions de la norme NF C18-510 sont établies en vue d'assurer la sécurité des personnes contre les dangers d'origine électrique lorsqu'elles effectuent des opérations d'ordre électrique ou d'ordre non électrique, sur des ouvrages ou des installations de toute tension inférieure ou égale à 500 kV en courant alternatif ou en courant continu, et ce, quelle que soit la nature des activités (construction, réalisation, exploitation, démantèlement, etc. en présence du risque électrique).
- Ces prescriptions s'appliquent à toute opération d'ordre électrique ou d'ordre non électrique sur ou dans l'environnement des ouvrages ou des installations, dès que ces derniers sont en situation d'être alimentés ou, au plus tard, dès leur première mise sous tension totale ou partielle, même pour essai.

- La circulaire DGT n° 2012-12 du 9 octobre 2012 relative à la prévention des risques électriques vient à l'appui d'un ensemble de textes composé de quatre décrets et de quinze arrêtés d'application qui fixent les objectifs de sécurité et définissent les principes fondamentaux en matière de prévention des risques électriques.
- ...
Faute de se conformer à ces prescriptions générales et particulières, l'entrepreneur deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

4- Documents à transmettre

Les documents suivants devront être communiqués (liste non exhaustive) :

4.1 Prix du marché (prix unitaires)

- Les prix du marché comprendront implicitement :
 - La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour la prestation.
 - Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète de la prestation, ainsi que les travaux suivants :
 - Le nettoyage de tous déchets et autres résultant des travaux et leur enlèvement éventuel aux décharges contrôlées,
 - Les nettoyages du chantier,
 - Le ramassage et la sortie des déchets et emballages,
 - Le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;

4.2 Pièces à fournir

- **L'entrepreneur devra fournir en annexe à son offre les pièces suivantes en deux exemplaires :**
 - un devis estimatif détaillé (DPGF) répondant aux différents postes présents au C.C.T.P. ;

- une notice énumérant les conditions de mise en œuvre particulières entraînant des contraintes particulières pour les autres intervenants, le cas échéant ;
- toutes autres pièces que l'entrepreneur jugera utiles à l'appui de son offre.

4.3 En fin d'intervention

En fin d'intervention, l'entrepreneur devra fournir les documents suivants (*voir procédure d'envoi des documents*) :

- Fournir certificat de la valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) par stand de tir à l'AMO et au maître d'ouvrage.
- **Signalisation de défaut de fonctionnement ou de l'équipement à l'AMO et suivant la gravité au responsable du site (téléphone ou courriel).**
- Avant de quitter le site et après chaque intervention, le titulaire, ou son chef équipe, feront le tour des locaux avec le chef de service ou son représentant (PN ou GN) afin de contrôler la bonne réalisation des prestations conformément au marché.
- Un bon d'intervention sera édité afin de constater le service fait en fin de visite et pourra faire courir la responsabilité du titulaire. Ce bon présentera la liste des opérations réalisées pendant cette intervention, le constat de l'état des installations et des éventuelles pièces à changer.

4.4 Obligation de résultat

- **Dans le cadre contractuel de son marché**, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat : il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des prestations en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

4.5 Etudes techniques - Plans d'exécution - Plans de réservation

- Sans objet.

4.6 Dossier d'exécution

- Sans objet

4.7 Plans de réservation

- Sans objet

4.8 Contrôles

- En fin d'intervention, il sera procédé aux contrôles.
- L'entrepreneur devra mettre à disposition le personnel et les matériels nécessaires aux essais.
- Tous les frais consécutifs aux contrôles sont à la charge de l'entrepreneur.

5- Spécifications techniques générales

5.1 Limites de prestations

5.1.1 Travaux compris dans la proposition

- L'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin d'intervention des installations de confinement ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les produits nécessaires à la réalisation de la prestation ;
- Le nettoyage du site avant repliement ;
- La protection des ouvrages avant repliement ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour l'intervention ;
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- Les nettoyages des locaux liés à la prestation ou traversée par le prestataire pour réaliser sa prestation ;
- Le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
- Le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du site, dans le respect de la législation en vigueur.
- Tous travaux nécessaires à la bonne exécution de l'intervention.
- Evacuation des déchets, emballages, incombant au titulaire du présent lot, pendant toute la durée de l'intervention.
- Essais et réglages.
- Coordination avec les exploitants.
- Toutes les manutentions liées au présent lot.
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les équipements nécessaires à la réalisation parfaite et complète des installations de son marché ;
- Les installations comprendront implicitement tous les travaux et équipements nécessaires pour réaliser la prestation;

- Les démarches et relations avec les exploitants ;
- Les contrôles et vérifications des prestations ;
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les finitions, vérifications, etc. de ses prestations ;

5.1.2 Travaux non compris dans la proposition

- Aucun

6- Description des prestations à réaliser

- **L'ensemble des prestations sera réalisé sur bon de commande, suivant DQE joint.**
- **Suivant le planning édicté par l'AMO ou à la demande des services, et à la réception du bon de commande qui tiendra lieu de notification de la commande, pour respecter le planning le mandataire du présent lot devra fournir tous les devis 21 jours avant l'intervention stipulée au planning.**
- Le titulaire s'engage à une obligation stricte de confidentialité concernant les éléments qu'il serait amené à connaître dans le cadre de cette prestation.
- **Prise de mesures de polluants des locaux**
- L'objectif est de constater le niveau de pollution interne et externe de chaque stand de tir et l'état général de la ventilation permettant d'assurer la qualité sanitaire de l'air des locaux.
- Le titulaire doit réaliser :
 - les mesures et analyses de pollution en interne dans le stand de tir et en externe (prise d'air et rejet) ;
 - il doit également déterminer les conformités ou non des rejets aux réglementations ;
 - l'analyse de risque sanitaire au regard des résultats.
- **Prise des mesures de polluants par capteurs portatifs de pollution sur agents**
- Le titulaire doit réaliser :
 - Relever le niveau de pollution par des mesures et analyses depuis les capteurs portatifs des moniteurs dans le cadre de leur exercice professionnel (stand de tir) interne et externe dans le cadre de leur mouvement entre locaux (vestiaires, sanitaires,

salle des moniteurs, bureau des moniteurs et autres locaux à proximité du stand de tirs...).

- Conformités ou non aux réglementations notamment code du travail et référentielles.
- Analyser le risque sanitaire au regard des résultats.

Partie A

- Les points de mesure de pollution due aux fumées et poussières de plomb et autres matériaux (baryum, cuivre, antimoine, zinc...) en interne et conditions de prélèvement sont réalisés comme suit :
- Mesure de prise de polluants, par pas de tirs, des métaux concernés sera successivement relevée sur une journée complète de travail (en moyenne 8H00) et ce, pour chaque stand, (l'exercice de la journée complète implique le fonctionnement de la ventilation à petite vitesse, grande vitesse et ventilation à l'arrêt) :
 - 1 point de mesure au pas de tir 5 mètres ;
 - 1 point de mesure au pas de tir 10 mètres ;
 - 1 point de mesure au pas de tir 15 mètres.

Il est demandé par ailleurs de préciser les types de polluants mesurés.

- Un point de mesure dans la salle donnant accès au stand pendant toute la durée des mesures précédentes.
- Ces mesures donnent lieu à une analyse détaillée du titulaire et à une comparaison avec les valeurs réglementaires ainsi qu'aux valeurs précisées par l'OMS.
- Points de mesure de pollution due aux fumées et poussières de plomb et autres matériaux (baryum, cuivre, antimoine , Zinc...) en externe.
 - Un point de mesure au niveau de la grille d'extraction de l'air du stand.
 - Un point de mesure au niveau de la grille d'entrée d'air de la centrale de traitement d'air du stand.

- Au total **6 mesures** sont réalisées **par stand** représentant, pour chaque site, **36 analyses** (1 analyse représentant une mesure du polluant baryum cuivre antimoine plomb, zinc poussières inhalables etc...).

Partie B

- Au total **1 mesure** sera réalisée **par stand** représentant, pour chaque site **6 analyses** (1 analyse représentant une mesure des polluants baryums cuivre antimoine plomb, zinc poussières inhalables etc..), cette mesure étant réalisée par le biais de capteurs portés par un moniteur sur une journée complète de travail.
- Ces mesures donneront lieu à une analyse détaillée et argumentée en référence aux connaissances actuelles des risques sanitaires ainsi que des réglementations applicables et à une comparaison avec les valeurs réglementaires ainsi qu'aux valeurs précisées par l'OMS.
- Il sera établi un tableau comparatif entre les mesures relevées et les mesures réglementaires. Il sera proposé des solutions d'amélioration visant à respecter les valeurs cibles si toutefois des dépassements sont constatés.
- Des conclusions et préconisations y seront apportées. Le prestataire sera tenu à une obligation de résultat.

Rapports attendus

- Le titulaire doit dans un délai de 15 jours ouvrés après la prise des mesures fournir un rapport à la direction de l'immobilier du SGAMI-Sud ainsi qu'à chaque direction opérationnelle assurant la gestion du stand, comprenant deux parties telles que définies ci-dessous :

Partie A :

- Les différents points de mesures et résultats obtenus par type de polluant ;
- Le point des graphiques rappelant les mesures de valeurs trouvées avec en comparatif la valeur moyenne d'exposition à ne pas dépasser sur une journée complète de travail concernant les bureaux annexes au stand de tir ;
- Un tableau de synthèse générale répertoriant les différents points de contrôles par stand ;
- Des conclusions et préconisations.

Partie B :

- Les différents points de mesures et résultats obtenus par type de polluant ;
- Le point des graphiques rappelant les mesures de valeurs trouvées avec en comparatif la valeur moyenne d'exposition à ne pas dépasser sur une journée complète de travail ;
- Un tableau de synthèse générale répertoriant les différents points de contrôles par stand ;
- Des conclusions et préconisations.